

UNDT/2021/103, Lolo Mkhabela

Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal a conclu que la demande n'était pas à la fois à la fois rationne tempis et ratione materiae. En ce qui concerne Ratione Tempois, le Tribunal a noté que la requérante avait pris connaissance de la décision contestée le 31 mai 2019. Elle aurait alors dû demander l'évaluation de la direction avant le 30 juillet 2019. Elle a toutefois soumis sa demande le 30 décembre 2019, cinq mois de fin de retard , et en dehors de la période de 60 jours. Le tribunal a donc jugé que sa demande d'évaluation de la gestion était barrée dans le temps et, par conséquent, la demande n'était pas à recevoir. Le tribunal a souligné qu'il n'était pas compétent pour étendre ou renoncer aux délais pertinents au stade administratif de la procédure. Sur le plan de Ratione Materiae, le tribunal a rappelé que les décisions n'ayant aucun impact direct sur les conditions d'emploi du demandeur n'étaient pas à recevoir, parmi lesquelles diverses décisions sur la restructuration et la réorganisation conduisant à l'abolition du poste sont considérées comme des actes préfabriqués. La décision contestée de s'écarter des termes du plan de transition constituait un tel acte préfabriqué; En tant que tel, la demande n'était pas à recevoir.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a contesté la décision du PNUD de s'écarter du plan de transition convenu pour restructurer le bureau du coordinateur des résidents du PNUD à Eswatini.

Principe(s) Juridique(s)

Conformément à la règle 11.2 (c) du personnel, une demande d'évaluation de la direction ne sera pas à recevoir par le Secrétaire général à moins qu'il ne soit envoyé dans les 60 jours civils à compter de la date à laquelle le membre du

personnel a reçu la notification de la décision administrative à contester. Conformément à la règle 11.2 (c) du personnel, une demande d'évaluation de la direction ne sera pas à recevoir par le Secrétaire général à moins qu'il ne soit envoyé dans les 60 jours civils à compter de la date à laquelle le membre du personnel a reçu la notification de la décision administrative à contester. Selon la jurisprudence établie, le tribunal des litiges ne peut examiner que des décisions qui ont fait l'objet d'une demande appropriée et opportune d'évaluation de la gestion.

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Applicants/Appellants

Lolo Mkhabela

Entité

PDNU

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2021/62

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

31 Aoû 2021

Duty Judge

Juge Milart

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Contrôle hiérarchique

Matière (ratione materiae)

Temporel (ratione temporis)

Management Evaluation

Time limit

Droit Applicable

Statut du personnel

- Disposition 11.2(c)

Jugements Connexes

2011-UNAT-182

2014-UNAT-481

2018-UNAT-844

2012-UNAT-273